

MARCHÉ DES LÉGUMES

La pomme de terre et l'oignon en vedette

Malgré quelques négligeables baisses, les prix des légumes restent élevés. La pomme de terre et l'oignon affichent des prix exagérés. Une autre fois encore, tous les arguments sont bons pour justifier cette flambée.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La pomme de terre résiste toujours à la baisse des prix. Sur les étals, elle est proposée entre 90 et 100 dinars. Pourtant, la période de soudure est bien loin. Une flambée que les marchands de légumes arguent par le manque de production. «Seule la pomme de terre d'El Oued rentre au marché de gros. Les quantités disponibles restent très insuffisantes pour pouvoir couvrir la demande du marché», explique Hamid, marchand de légumes au marché T'nache de Belouizdad, à Alger.

Idem pour l'oignon qui maintient son prix de 90 dinars le kilogramme. Un légume qui provient directement des chambres froides. Seulement, expliquent encore les marchands, les quantités stockées sont minimes face à la demande. Ils

rappellent ainsi la saison dernière où les fellahs ont vendu l'oignon à perte en raison de l'importante production. «La récolte de l'oignon avait dépassé de loin la demande du marché. De grandes quantités ont été d'ailleurs jetées», se souvient Mohamed, un vétéran du marché T'nache. Selon lui, nombre des agriculteurs ont «boycotté» cette culture. Résultat : «manque de production de l'oignon cette année», dit-il. Sur les étals, les prix des légumes continuent à faire fuir. Malgré la légère baisse de quelques produits, les marchands de légumes chôment presque. Point de rush sur leurs marchandises. Finie l'ère des paniers remplis à plein. Quelques clients s'arrêtent pour acheter des légumes.

Alors que la tomate affiche le même prix de 80 dinars, la carotte



Photo : DR

Seule la pomme de terre d'El Oued rentre au marché de gros.

et le navet ont connu une baisse de 20 dinars par rapport à la semaine dernière, marquée par le mauvais temps. Ils sont ainsi vendus à 60 DA le kilogramme. Idem pour la

courgette qui est passée de 120 dinars à 100 dinars le kilogramme. Au même prix, sont également cédés les aubergines, les concombres, les fèves et le chou

vert. Le piment est cédé à 120 DA, le poivron à 130 DA, la laitue à 140 DA et les petits pois à 180 DA.

Rencontré dans les étroites allées du vieux marché T'nache, Tahar est en quête de quelques légumes pour le repas du jour. Même s'il trouve les prix affichés un tantinet moins élevés par rapport à la semaine dernière, Tahar estime que les légumes restent toujours chers. Il cite ainsi la pomme de terre qui, selon lui, est devenue «intouchable». Pourtant poursuit-il, «avant, la pomme de terre et la sardine étaient considérées comme le repas du pauvre. Aujourd'hui, la pomme de terre est vendue à 100 dinars le kilo et la sardine a atteint 800 dinars le kilo. C'est incroyable !» Et d'ajouter : «Ils ont poussé le bouchon à fond. Ils ont mis tout le monde à égalité, le riche comme le pauvre, le simple salarié et le retraité. Tout est cher. Nous n'arrivons plus à gérer notre budget».

Ry. N.

FACE À LA MULTIPLICATION DES ACCIDENTS DOMESTIQUES

Une nouvelle réglementation pour lutter contre le monoxyde de carbone

Une réglementation technique est attendue en vue de traiter et réduire la fréquence des intoxications au monoxyde de carbone, provoquées notamment par des appareils de chauffage non conformes ou mal entretenus.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le projet d'un règlement technique ou d'ordre juridique a été ainsi débattu, hier à l'Institut supérieur des sciences sportives (ISTS) de Dély-Ibrahim, lors d'un séminaire organisé sous l'impulsion de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC) et de l'Association El Aman pour la protection des consommateurs de la wilaya d'Alger.

Certes, un projet de règlement technique régissant la conformité des équipements de chauffage aux normes est en cours de maturation au niveau du ministère du Commerce et devrait être soumis au ministère de

l'Industrie et des Mines. C'est ce qu'indiquait une représentante de la Direction générale du contrôle économique et de la répression de la fraude au département d'Amara Benyounès.

Une réglementation qui s'avère opportune, notamment au regard de l'enquête des services du contrôle économique qui a été effectuée en 2014 auprès d'importateurs, distributeurs de gros et de détail et fabricants locaux d'appareils de chauffage.

Au-delà des 312 infractions constatées en matière de pratiques commerciales, il ressort que sur 158 échantillons soumis au contrôle de la qualité et de la conformité aux normes, 114 équipements ont été déclarés non conformes. Soit 72% des appareils de chauffage tant importés que fabriqués localement n'étaient pas alors conformes aux normes.

Notons dans ce contexte que l'Institut algérien de la normalisation (IANOR), relevant du ministère de l'Industrie et des Mines, œuvre à l'élaboration de normes selon les

besoins exprimés ici et là, précisera par ailleurs un représentant du département d'Abdesselam Bouchouareb. Or, la commercialisation de ces appareils ainsi que l'absence ou l'insuffisance d'entretien, le mauvais réglage ou la mauvaise installation sont des facteurs d'accidents et intoxications liés au CO₂.

En 2014, l'inhalation de gaz carbonique a en effet provoqué le décès de 230 personnes en Algérie, indiquera-t-on, au-delà des statistiques présentées par un représentant de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) sur le nombre d'accidents ou des indications formulées par une représentante de la Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) selon lesquelles sur 600 installations de gaz diagnostiquées, seulement 11% ont été constatées conformes. Il s'agit, néanmoins, d'aller plus loin en termes de réglementation, invoquent les initiateurs de ce séminaire, en vue de pré-

venir, sensibiliser et pouvoir sévir contre cette source de mortalité et d'accidents domestiques, mieux valoriser les normes. Il serait, ainsi, question d'inciter les consommateurs à acquérir et installer des appareils de détection, notamment un détecteur de CO₂ de fabrication algérienne.

Fabrique par l'entreprise privée Cristor en 2009, cet appareil n'a pu être commercialisé en raison notamment de son prix (3 000 dinars), malgré ses spécificités. Autre solution suggérée, l'installation de chauffage central (chaudière, tuyauteries...) dans les habitations. Certes plus coûteuse (de l'ordre de 270 000 dinars pour un F4) que l'équipement en appareils de chauffage (près de 100 000 dinars), l'installation du chauffage central est, pourtant, recommandée au regard de ses avantages multiples en termes de consommation de gaz, diffusion de l'énergie, ventilation, confort et sécurité.

C. B.

LE MINISTRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR MINIMISE :

«Le plagiat ?
Un phénomène
universel»

Présent hier à Oran, à l'occasion de la clôture du premier Salon national de la micro-entreprise, le ministre de l'Enseignement supérieur est revenu sur le phénomène de plagiat dans les universités algériennes.

Il estime qu'il s'agit là d'un phénomène qui n'est pas particulier à l'Algérie et que le plagiat est une question universelle «tout comme la lutte que l'on mène pour y mettre un terme», dit-il. Tout en précisant que ce type de triche relève du pénal, Mohamed Mébarki dira «le plagiat n'est pas si développé que cela et à chaque fois qu'il y a un problème, il est traité soit par la justice soit par les différents conseils scientifiques». Pour information, trois nouveaux cas de plagiat de thèses ont été démasqués à l'université Belkaïd d'Oran département de droit, sans oublier d'autres affaires semblables révélées au niveau national. Le ministre admet que des plaintes ont été déposées dans ce sens induisant l'annulation des thèses, «ainsi que des promotions d'enseignants, si les plagiats sont avérés».

Amel Bentolba

COMMERCE

Lancement d'une formation
dans les métiers de vente

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a introduit une nouvelle formation spécialisée dans les métiers de vente en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse et le Centre commercial de Bab Ezzouar (Alger).

Pour accéder à cette formation, une journée de recrutement d'une centaine de jeunes a été organisée samedi au Centre commercial de Bab Ezzouar en présence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui.

Cette formation, première du genre, sera assurée à travers un système d'alternance qui consiste à former le stagiaire alternativement entre un magasin de ce

centre commercial et un établissement d'enseignement avec le soutien de l'Office suisse chargé de l'orientation et de la formation professionnelle.

Lors de cette journée de recrutement, les employeurs, qui devraient accueillir les stagiaires au sein de leurs magasins pour une formation pratique, seront impliqués dans l'opération d'orientation et de sélection des candidats.

En outre, les formateurs

travaillant dans les établissements d'enseignement bénéficient actuellement d'une formation en Suisse.

«Ce système de formation consiste à procéder à un recrutement d'apprentis par les employeurs (propriétaires de magasins) qui s'impliquent dans le processus de la formation en choisissant eux-mêmes les jeunes qu'ils encadreront durant leur cursus de formation», a expliqué M. Bedoui.

L'objectif de cette démarche est d'impliquer davantage le secteur économique et les professionnels dans le processus de formation afin d'adapter les formations aux spécificités

de chaque secteur d'activité, selon lui.

De son côté, le président de la Chambre de commerce algéro-suisse, Allain Rolland, voit dans cette filière de formation une manière de répondre au défi de la structuration du secteur de commerce de détail à travers la professionnalisation de la filière. M. Rolland a rappelé, dans ce cadre, l'accord-cadre signé entre le ministère algérien de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la Chambre de commerce algéro-suisse pour former des jeunes dans le domaine du commerce de détail.

APS